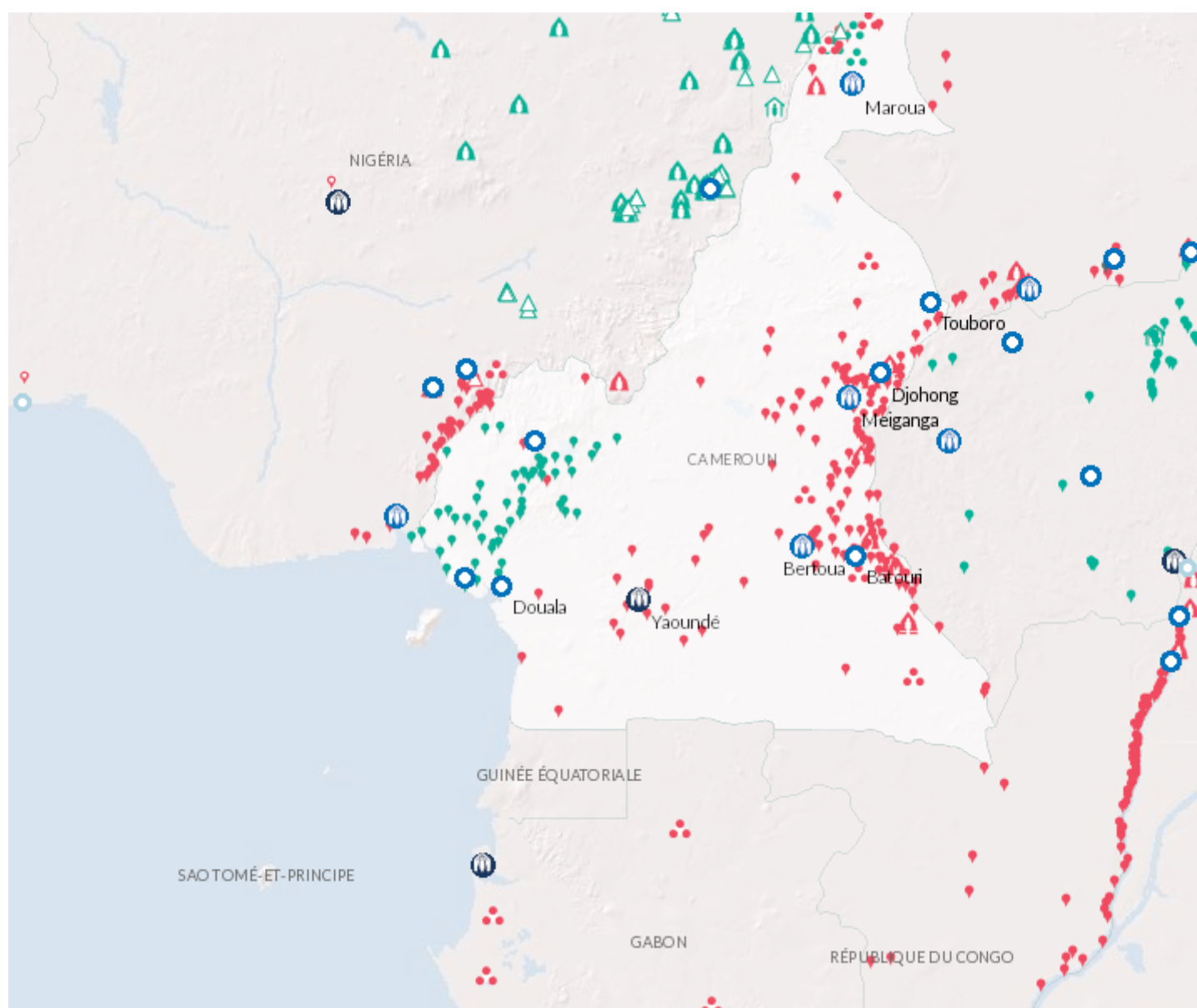


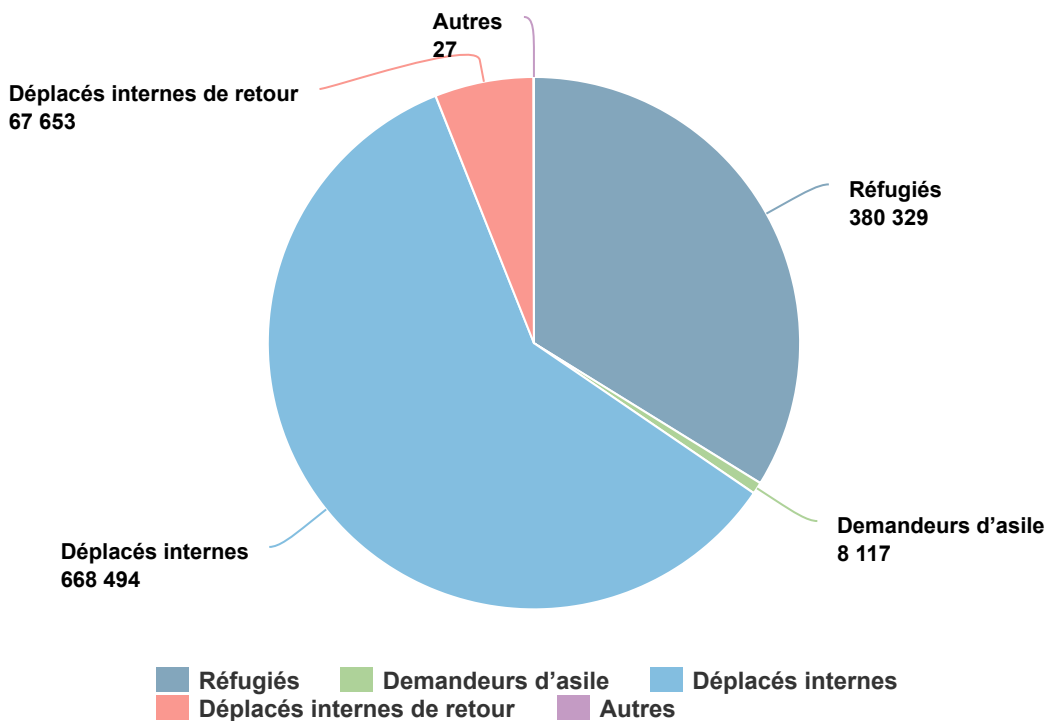
Opération: Cameroun



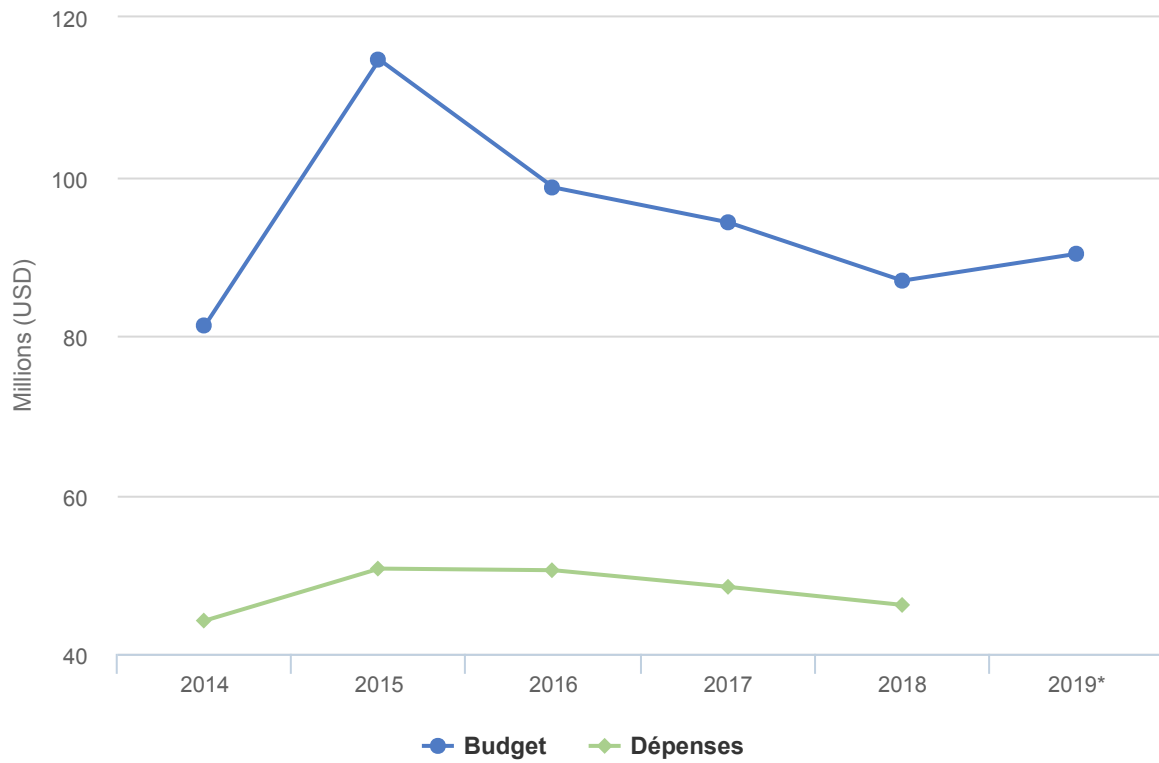
Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 88% EN 2018

2018	1,124,620
2017	598,570
2016	595,935



Budgets et Dépenses - Cameroun



Contexte opérationnel

Les conflits au Nigéria et en République centrafricaine (RCA) ont eu des effets de débordement et ils ont aggravé l'insécurité dans les zones frontalières avec le Cameroun, notamment le long de la frontière du nord-ouest avec le Nigéria. Le conflit dans la région de l'Extrême-Nord a suscité une suspicion généralisée à l'égard de certains groupes, notamment les réfugiés nigériens. Ce climat a inspiré une politique beaucoup plus restrictive à l'égard des réfugiés, notamment le placement des réfugiés nigériens dans des camps, un accès limité à l'asile et des retours forcés/non volontaires répétés de réfugiés nouvellement arrivés dans le pays.

Le long de la frontière orientale, des déclarations ont fait état d'une augmentation des taux de criminalité qui aurait coïncidé avec l'arrivée des réfugiés originaires de la RCA et de préoccupations liées à un risque de radicalisation des jeunes réfugiés, pour la plupart sans emploi et dépourvus de droits. Les perspectives de retour ou d'autres solutions durables sont limitées, même si l'accord de paix signé en 2018 a fait reprendre les discussions sur un accord tripartite entre le Cameroun, la RCA et le HCR pour faciliter les retours volontaires quand la situation en RCA, le cas échéant, se sera stabilisée.

L'afflux de réfugiés originaires du Nigéria et de la RCA a imposé des pressions accrues sur des régions frontalières pauvres et éloignées ; les régions qui accueillent des réfugiés (Adamaoua, Est, Nord et Extrême-Nord) présentent en effet les indicateurs du développement humain les plus faibles et les taux les plus élevés de pauvreté dans le pays. Dans l'ensemble, elles représentent 66% des ménages pauvres du pays, et à peine 38% de la population totale. Pourtant, les réfugiés n'ont cessé d'y arriver, en dépit de cet environnement peu propice.

Compte tenu de la complexité et la précarité de la situation dans la région du bassin du lac Tchad, les retours volontaires dans la sécurité et la dignité n'ont pas représenté une option viable en 2018. Cependant, des retours spontanés ont été signalés. Le HCR reste fermement résolu à mettre en œuvre l'accord tripartite de 2017, une fois que les conditions seront réunies pour des rapatriements dans la sécurité et la dignité.

Enfin, le conflit dans les régions du Nord et du Sud-Ouest entre des acteurs non étatiques séparatistes et l'Armée camerounaise s'est exacerbé durant 2018. Il a provoqué des déplacements de population au sein des deux régions et vers d'autres parties du Cameroun, ainsi que la fuite de 32 000 réfugiés camerounais au Nigéria. Le HCR a pris la direction des groupes sectoriels de la protection et des abris/articles non alimentaires et il a commencé à répondre aux besoins des déplacés internes, en collaboration avec d'autres agences des Nations Unies.

Tendances démographiques

Fin 2018, le Cameroun abritait un total de 380 330 réfugiés. Près de 40 000 réfugiés originaires de la RCA sont arrivés en 2018, alors que le nombre estimé de rapatriés en RCA était de 5 000. À la fin de l'année, le nombre total de réfugiés centrafricains s'élevait à près de 223 200. Le nombre de réfugiés nigériens a augmenté de 10%, atteignant près de 100 000 personnes. Environ 60 000 réfugiés résideraient dans des zones urbaines.

À la fin de 2018, le pays dans son ensemble comptait 668 490 déplacés internes, dont quelque 437 000 dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun et près de 280 000 personnes qui continuaient d'être déplacées dans la région de l'Extrême-Nord.

Chiffres clés :

- 96% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire ont été scolarisés
- 92% des accouchements ont bénéficié de l'assistance de personnel compétent
- 80% des victimes de violences sexuelles et de genre ont reçu un soutien adapté

- 80% des personnes handicapées relevant de la compétence du HCR ont eu accès à des services spécifiques
- 54% des structures de direction/gestion s'appuyaient sur la participation active de femmes
- 20 000 ménages de déplacés internes ont obtenu des abris d'urgence dans la région du Sud-Ouest

Principales réalisations :

- Près de 49 000 enfants réfugiés en âge de fréquenter l'école ont été scolarisés en 2018, grâce au plaidoyer et à l'assistance du HCR.
- L'approvisionnement en eau a été renforcé dans sept villages de la région de l'Extrême-Nord, ce qui a bénéficié aux personnes relevant de la compétence du HCR aussi bien qu'aux communautés hôtes.
- Des activités de coordination et de suivi de protection ont été établies dans la région du Sud-Ouest afin d'élargir l'accès aux populations touchées et d'améliorer le recueil de données sur les violations des droits de l'homme.

Besoins non satisfaits

- Près de 25% des femmes adultes n'ont pas reçu de kits d'hygiène.
- Les naissances qui ont eu lieu en dehors ou loin des principaux sites d'installation n'ont pas été enregistrées dans le délai habituel de 90 jours. Du fait de l'étendue géographique de la zone frontalière entre le Cameroun et le Nigéria et de ses ressources limitées, le HCR n'a pas pu assurer une surveillance de la frontière et un suivi de protection suffisants pour prévenir tous les cas de refoulement.
- En raison du financement restreint, l'aide médicale fournie aux réfugiés en milieu urbain a été limitée. De ce fait, le HCR n'a pu porter assistance qu'aux cas les plus vulnérables. Le soutien en moyens de subsistance pour les réfugiés urbains a aussi été insuffisant.
- Faute de financement adéquat, des retards ont été notés pour répondre aux besoins de renforcement des capacités des autorités en matière de protection internationale.

Dépenses 2018 - Cameroun | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Budget final	74,158,771	375,533	12,377,502	86,911,806
	5,432,408	284,636	1,665,343	7,382,386
Total des fonds disponibles	5,432,408	284,636	1,665,343	7,382,386

Dépenses par objectif				
Environnement de protection favorable				
Instruments internationaux et régionaux	0	90,705	0	90,705
Cadre juridique et politique	35,091	78,737	0	113,828
Institutions et pratiques administratives	167,802	0	0	167,802
Aide juridique et recours judiciaires	455,730	0	373,741	829,471
Accès au territoire	559,347	0	0	559,347
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	195,955	0	0	195,955
Sous-total	1,413,925	169,442	373,741	1,957,108
Processus de protection et documents adéquats				
Conditions d'accueil	345	0	0	345
Enregistrement et établissements des profils	1,214,136	0	10	1,214,146
Procédures de détermination du statut de réfugié	254,038	0	0	254,038
Documents individuels	201,318	0	69,502	270,820
Documents d'état civil	409,701	86,768	34,751	531,220
Sous-total	2,079,537	86,768	104,264	2,270,570
Sécurité face à la violence et à l'exploitation				
	484	0	443,880	444,363
Prévention et interventions liées aux VSS	1,090,843	0	217,804	1,308,647
Risques de détention arbitraires	334,102	0	34,751	368,853
Protection des enfants	1,122,762	0	0	1,122,762
Sous-total	2,548,191	0	696,434	3,244,626
Besoins de base et services essentiels				

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Santé	4,752,011	0	27,812	4,779,823
Services de santé reproductive et de lutte contre le VIH	1,840,318	0	0	1,840,318
Nutrition	1,590,034	0	0	1,590,034
Sécurité alimentaire	1,110,992	0	0	1,110,992
Eau	1,345,861	0	36	1,345,897
Hygiène et assainissement	2,097,774	0	5	2,097,779
Abris et infrastructures	2,887,276	0	711,765	3,599,041
Énergie	295,592	0	0	295,592
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	1,259,789	0	1,158,205	2,417,993
Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques	1,066,613	0	0	1,066,613
Éducation	2,984,978	0	0	2,984,978
Sous-total	21,231,238	0	1,897,822	23,129,060
Autonomisation et autogestion communautaires				
Mobilisation communautaire	1,028,280	0	0	1,028,280
Coexistence avec les communautés locales	769,753	0	0	769,753
Ressources naturelles et environnement partagé	723,409	0	0	723,409
Autosuffisance et moyens d'existence	2,376,204	0	0	2,376,204
Sous-total	4,897,646	0	0	4,897,646
Solutions durables				
Retour volontaire	1,074,440	0	4,503	1,078,943
Intégration	355,434	0	0	355,434
Réinstallation	210,709	0	0	210,709
Réduction de l'apatridie	105	28,425	0	28,530
Sous-total	1,640,688	28,425	4,503	1,673,616
Direction, coordination et partenariats				
Coordination et partenariats	263,881	0	316,130	580,012
Gestion et coordination des camps	1,244,211	0	0	1,244,211
Relations avec les donateurs	0	0	231	231
Sous-total	1,508,092	0	316,362	1,824,453
Appui à la logistique et aux opérations				
Approvisionnement et logistique	4,027,678	0	322,992	4,350,670

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Gestion des opérations, coordination et appui	2,542,351	0	253,831	2,796,182
Sous-total	6,570,028	0	576,824	7,146,852
Dépenses totales en 2018	41,889,346	284,636	3,969,948	46,143,930